

Aucune sanction, aucune poursuite, aucun licenciement économique ! Grève générale d'Air France !

Depuis 2012, le « dialogue social » a abouti à 9 000 suppressions de postes et à la dégradation des conditions de travail à Air France (plan Transform). Mais le 5 octobre, la protestation des salariés perturbe le « dialogue social » du Comité central d'entreprise convoqué pour examiner le nouveau projet de suppression de postes de la direction du groupe (plan Perform). Ce n'est pas la menace de 2 900 suppressions de postes et d'un nouvel allongement du temps de travail qui indignent le Premier ministre Valls et le ministre de l'économie Macron, mais quelques accrocs à la chemise du broyeur en chef des travailleurs (le DRH, comme ils disent). Tous les chiens de garde du capital, à la tête des partis bourgeois et au gouvernement, aboient en chœur : « *chienlit !* », « *voyous !* ».

Le 9 octobre, les responsables de deux syndicats catégoriels de pilotes (SNPL, SPAF) négocient le plan. Le « dialogue social » a pour base les sacrifices de tous les salariés et leur division, soigneusement entretenue par les patrons, entre « navigants » et « au sol », entre ceux d'Air France et ceux de KLM. Les travailleuses et travailleurs d'Air France et de KLM ont besoin d'un seul syndicat qui revendique au lieu de négocier les attaques, comme les exploités de toute la France ont besoin d'une seule centrale de lutte de classe qui rompe avec le gouvernement.

Le 12 octobre, la police, agissant sur ordre du gouvernement Hollande-Valls-Macron arrête cinq salariés d'Air France à 6 h du matin ; au total, onze sont convoqués, comme des délinquants, par la justice bourgeoise le 2 décembre. En même temps, la direction d'Air France a mis à pied sans salaire les cinq et annoncé des sanctions contre vingt autres salariés.

Sous la pression des travailleuses et des travailleurs de tout le pays et de toutes les branches, les représentants de la CGT et FO, qui avaient initialement regretté « *les violences* », protestent contre les arrestations et réclament la levée des sanctions. La CGT et Solidaires annoncent qu'ils boycottent la conférence sociale du 19 octobre, où tous les bureaucrates syndicaux présents, dont FO, ont discuté avec Hollande, à huis clos, hors micro, de la prochaine attaque contre le Code du travail.

Le 22 octobre, malgré la répression policière, judiciaire et patronale, malgré le maintien du plan de restructuration, les chefs des multiples syndicats d'Air France, CGT et SUD compris, renouent le « dialogue social » avec les patrons lors d'un comité central d'entreprise qui se tient cordialement dans un hôtel particulier du 16^e arrondissement.

Les mêmes bureaucrates syndicaux, pour préserver les chemises et pour couvrir leur trahison, appellent à une diversion, avec le soutien du PCF, du PdG, du PS, du NPA et de LO, en convoquant une « journée d'action » et à un rassemblement, loin de là, dans le 7^e arrondissement.

Actuellement, 6 « représentants du personnel » siègent au conseil d'administration d'Air France, c'est-à-dire l'organisme capitaliste qui dirige l'entreprise (CFDT, CFE-CGC, CGT, FO, SPAF, SNPNC-UNSA).

De quoi discutent, poliment, à l'écart de la base, tous les chefs syndicaux au comité d'entreprise du 22 octobre ? Du plan patronal : 1 000 suppressions de postes au minimum, davantage si les travailleurs n'acceptent pas de travailler plus, de voir leurs salaires bloqués et d'être divisés en trois sortes de contrats de travail différents.

Devant l'indignation des travailleurs d'Air France, les représentants syndicaux suspendent la négociation du plan Perform. Mais, au lieu d'appeler à la grève générale d'Air France et à la solidarité de tous les salariés des aéroports et de toutes les compagnies d'aviation, à commencer par KLM, les responsables syndicaux appellent à une nouvelle journée d'action le 19 novembre. Ils expliquent aux salariés que cela suffira pour que le gouvernement change les dirigeants d'Air France-KLM ! Les travailleurs d'Air France ne peuvent en aucun cas se fier au gouvernement Hollande-

Valls-Macron qui a fait arrêter certains d'entre eux. Pour empêcher toute sanction et tout licenciement, il faut rompre avec les capitalistes d'Air France et le gouvernement au service des patrons, les affronter, tenter de les vaincre.

Front unique de toutes les organisations ouvrières de tout le pays et de toutes les compagnies d'aviation de tous les pays pour le retrait de toute sanction disciplinaire ou judiciaire !

Aucune négociation avec les patrons d'Air France qui licencient et répriment ! Boycott du conseil d'administration d'Air France !

Pas un seul licenciement, pas une heure de travail de plus ! Assemblée générale sur chaque site, élection d'un comité, centralisation de tous les comités élus ! Grève générale de tous les travailleurs d'Air France-KLM jusqu'à la levée de toute sanction et au retrait des plans patronaux (Transform et Perform) ! Autodéfense des grévistes avec tous les autres travailleurs contre la répression policière !



29 octobre 2015